

Introduction

Article inédit, mis en ligne le 18 juin, 2022

Mikaël Chambru

*Maître de conférences en Sciences de l'information et de la communication, laboratoire Gresec, membre du labex ITTEM / Université Grenoble Alpes. Ses travaux de recherche portent sur la mise en public des sciences et sur les controverses publiques dans les territoires de montagne.
mikael.chambru@univ-grenoble-alpes.fr*

Glyphosates, perchloroéthylène, hypersensibilité chimique, géothermie profonde, animaux génétiquement modifiés, vaccinations, pollution atmosphérique, etc. Régulièrement, les controverses publiques autour des sciences soulèvent des incertitudes et provoquent des désaccords et des confrontations : elles renvoient simultanément à des processus et à des espaces de « constitution démocratiques des problèmes publics » (Debaz, 2017). Entre « science » et « société », elles se développent soit à un moment spécifique du déploiement d'une question soit dans l'ensemble de la « carrière » de celle-ci (Rennes, 2016). Dans les deux cas, les controverses permettent d'observer les dynamiques, les acteurs et jeux d'acteurs, les enjeux publics, les jeux d'échelles territoriaux, les circulations dans les arènes, les trajectoires sur le temps long et les temporalités temps de publicisation, de problématisation et de politisation mais aussi temps de mobilisation sociale, de médiatisation, de communication des acteurs publics. Ces controverses expriment aussi une « conflictualité entre différentes conceptions d'un même problème et du monde social au sein duquel il se déploie », conflictualité traversée par des enjeux de communication constituant également des enjeux de pouvoir entre les acteurs engagés dans ces controverses dont la caractéristique est précisément de « gérer démocratiquement les incertitudes qu'elle soulève par sa mise en débat dans l'espace public » (Badouard et Mabi, 2015, p.145). Ce type de controverses constitue donc autant d'épreuves révélatrices des modalités de fonctionnement de l'espace public contemporain, des relations de pouvoir le structurant et de la place des processus de communication dans celles-ci. Les analyser offre ainsi la possibilité de renouveler la compréhension des relations « sciences-société » et d'actualiser les recherches menées de longue date autour de la publicisation des sciences et de leur mise en débat public (Pailliant, 2005). Le parti pris de ce supplément a pour objectif de traiter l'ensemble de ces thématiques. En lien avec les activités du séminaire de recherche Sciences, société, communication¹ organisé chaque année à la MSH-Alpes depuis 2017, il s'agit de saisir les controverses comme modalité et pratique de mise en public des sciences tout en interrogeant les conceptions du rapport entre « sciences » et « société » en train de se transformer sans cesse sous l'emprise de la communication (Babou, 2010).

.....

1. Ce séminaire a rassemblé en cinq éditions 36 chercheuses et chercheurs en Sciences humaines et sociales (SHS) travaillant les questions « sciences-société », articulant travaux empiriques et élaboration théorique et se situant aux frontières disciplinaires. Ils et elles analysent les aspects sociaux et discursifs de la communication scientifique, les frontières culturelles des sciences dans un monde en mutation, les controverses publiques liées au développement des sciences et des techniques, les médiations culturelles des sciences ainsi que les dynamiques de confrontation des savoirs. Pour en savoir plus, il est possible de consulter le carnet de recherche du séminaire : <https://ssc.hypotheses.org>.

POUR UNE APPROCHE COMMUNICATIONNELLE DES CONTROVERSES PUBLIQUES AUTOUR DES SCIENCES

Concernant les controverses publiques à propos des sciences, l'objectif n'est pas ici de se focaliser sur la tension entre ce qui serait « scientifique » d'un côté et ce qui serait « social » de l'autre, tant ces deux catégorisations sont normatives et posent des problèmes à l'analyse. L'idée très répandue selon laquelle la « société » serait ce qui est extérieur à la « science » et le « social » qui ne serait que la « société » par opposition à la « science » s'appuie sur des présupposés et des non-dits normatifs et épistémologiques tout en n'ayant jamais été démontrés empiriquement au-delà de l'évidence annoncée et naturalisée (Walter et al., 2019). Au contraire, les recherches conduites en sciences de l'information et de la communication montrent par exemple en quoi la communication est une des dimensions constitutive de la « science » (Bonnet et al., 2010) ou comment les facteurs sociaux contribuent à façonner les connaissances et les contenus scientifiques (Vinck, 2007) ou encore en quoi la « science » se retrouve mobilisée dans l'espace public par des acteurs sociaux en lutte pour l'énonciation publique du « vrai » et de la « vérité » (Bodin et Chambru, 2019). Cette opposition artificielle entre « science » et « société » concerne également la communication, tour à tour considérée dans une perspective fonctionnaliste et instrumentale, relevant d'une tâche nécessaire à la promotion des sciences dans la société ou devant éclaircir ces relations « sciences-société »... alors même que l'autonomisation et la professionnalisation des pratiques de communication au sein des institutions scientifiques participent à « travailler » les frontières entre le champ scientifique et les autres champs sociaux : « les acteurs peuvent se légitimer à partir de normes existant à l'extérieur de l'espace social où ils agissent pour fabriquer des procédures qui contraignent les pratiques au sein de cet espace, procédures qui ont des possibilités de devenir, avec le temps, des normes » (Babou et Le Marec, 2008, p.139). Simultanément, l'importance prise par la communication s'est accompagnée d'un éclatement des pratiques sociales de plus en plus diffuses : « elle est devenue une activité plus difficile à saisir et à décrire, de par sa diffusion dans l'espace social et de par la multiplication des dispositifs techniques qui étayent la conception d'un espace social saturé de communication » (Quet, 2014, p.658).

Cette « emprise de la communication » touche également les controverses publiques autour des sciences. Leur développement s'accompagne en effet d'un recours de plus en plus fréquent par les institutions publiques à la communication comme outil de gestion de la critique au nom de « l'intérêt général » naturalisé alors même que celui-ci est l'objet des mobilisations sociales. Cette situation est particulièrement observable à travers les dispositions de concertation, par exemple autour de l'énergie électronucléaire, qui visent à faire participer le public selon un idéal délibératif sans pour autant l'inscrire dans un processus délibératif : « bien qu'érigée en tant que forme nouvelle et démocratique du gouvernement des sciences et des techniques, cette forme de débat public mis en place construit et opérationnalise l'acceptabilité sociale des choix socio-scientifiques en évitant d'en faire un enjeu politique » (Chambru, 2018, p.301). La communication devient dès lors un outil stratégique de gestion des conflits sociaux à partir duquel se déploient et se tissent des enjeux de pouvoir au sein d'un espace public contemporain en mutation. Ce supplément analyse donc les controverses publiques portant sur les sciences comme des espaces de « rencontres sciences-société » au sein desquels sont mis en discussion la crédibilité de la « science », son expertise, son statut social, ses frontières culturelles et ses

paradigmes de communication (Chavot et Masseran, 2010).

En ce sens, ces controverses socio-scientifiques ne sont pas un simple débordement dans l'espace public d'une controverse scientifique : elles ont une existence qui leur est propre, des trajectoires, des temporalités, des jeux acteurs, des enjeux, etc. Elles s'en dissocient en ce qu'elles font intervenir des acteurs disposant de savoirs diversifiés et publicisent le débat autour du dissensus scientifique en dehors des « lieux autorisés » (Gingras, 2014). Pour autant, cette instabilité et cette incertitude des connaissances scientifiques ne sont pas nécessairement un élément déterminant des dynamiques publiques de ces controverses ; elles se caractérisent en premier lieu par la mise en débat d'enjeux publics autour de questions sociétales telles que l'environnement ou la santé. En d'autres termes, ces controverses se déroulent en présence d'un public, donnent lieu à des mobilisations sociales, débouchent sur des modèles de participation citoyenne institutionnalisée, mais aussi et surtout se déploient sur des « terrains déjà investis par des significations, des modes de vie, des habitudes, des appropriations locales, culturelles, symboliques » (Chavot et Masseran, 2016, p.2). Ainsi, ce qui se joue dans ces rapports « sciences-société » se complexifie à mesure que les controverses publiques autour des sciences se développent et s'hybrident entre politique et science, morale et technique, économie et environnement, croyances et savoirs scientifiques, idéaux et valeurs culturelles, éthique et justice, etc. Les controverses publiques autour des questions environnementales s'entremêlent par exemple avec une certaine acuité aux controverses socio-scientifiques, aux questions d'expertises scientifiques, de conflictualité autour des formes des savoirs et aux questionnements « sciences-société » (Allard-Huver, 2020). Souvent présenté comme caractéristique d'une prise de conscience écologique récente, cet entremêlement est pourtant assez ancien, en témoigne l'irruption des controverses environnementales dans les musées de sciences, entre pratiques sociales de vulgarisation scientifique et de publicisation dans l'espace public (Rasse, 2001). Le temps est en effet une dimension essentielle à prendre en compte dans l'analyse des controverses publiques en ce qu'elles se retrouvent régulièrement problématisées par cette temporalité : elle est un enjeu politique de la controverse et peut même s'imposer comme un critère déterminant dans sa trajectoire (Carlino, 2018). Cette prise en considération de la temporalité des controverses publiques appelle d'ailleurs des orientations méthodologiques spécifiques afin d'analyser conjointement « la continuité des ruptures et les ruptures dans les continuités » (Chambru, 2017, p.83-84), c'est-à-dire observer le militantisme en situation, explorer les espaces de mobilisation, saisir les jeux d'échelles, multiplier les points de vue, sortir d'un opportunisme conjoncturel.

LES CONTROVERSES PUBLIQUES : COMMENT LES SCIENCES SONT MISES EN PUBLIC ET AUTOUR DE QUELS ENJEUX ?

En s'appuyant sur l'analyse de différentes questions sociétales mettant en jeu les sciences, les cinq articles ont comme parti pris méthodologique commun de ne pas s'interroger de manière abstraite ni normative sur ce que « devraient être » les relations « sciences-société » en situation de controverse publique. À partir de l'analyse détaillée de recherches récentes s'inscrivant dans une portée interdisciplinaire, ils documentent la constitution et la publicisation d'un problème public : les tensions entre privatisation et publicisation, entre spécialisation et universalisation, entre politisation et dépolitisation, entre visibilité et invisibilité ainsi que les dynamiques de problématisation de ces questions sociétales par les publics, ces enjeux, les conflits et les rapports de force à l'œuvre dans ces luttes

définitionnelles. Les trajectoires des controverses socio-scientifiques et les dynamiques de constitution d'un public sont ici saisies à partir de l'espace des tensions et des positions dans un champ de concurrence se matérialisant à travers l'espace public, mais aussi à partir des expériences des publics concernés. Ce supplément prêche ainsi une attention particulière à la circulation des savoirs, aux pratiques info-communicationnelles des publics, aux jeux d'acteurs et jeux d'arguments, tout en engageant une discussion critique sur les conceptions de l'espace social qui les sous-tendent. L'objectif est proposer des analyses critiques des transformations récentes et conjointes des façons de savoir, des formes d'expertise, des espaces publics et des formes de gouvernement. Il s'agit également d'aborder la manière dont ces mutations transforment les enjeux publics, les relations de pouvoir, les identités et les imaginaires des publics.

A partir du cas de la controverse autour du glyphosate, François Allard-Huver ouvre le supplément en observant la manière dont s'affrontent, sur le temps long, différentes formes de savoirs et d'expertises au sein l'espace public et identifie ce que cette conflictualité produit dans les rapports « sciences-société ». Il analyse plus particulièrement comment les citoyens s'emparent d'une controverse scientifique, la publicisent et se réapproprient les codes de la « science » afin de transformer l'incertitude du « non-savoir » sur les risques en un « savoir citoyen » questionnant les paradigmes de l'évaluation officielle des risques et de l'exposition des populations. L'auteur met également en évidence le fait que cette mobilisation citoyenne de recherche réactualise un conflit ancien opposant des acteurs aux visions du monde antagonistes (agriculteurs et écologistes), marquées par une forme d'incommunication encouragée par ses modalités de médiatisation. La médiatisation des risques et de sa gestion publique est également étudiée par Barbara Losen à partir du cas du requin à La Réunion. L'auteure s'intéresse à la façon dont les enjeux de communication médiatique de l'expertise scientifique en situation de controverse agissent sur les pratiques communicationnelles des experts tout en amenant simultanément les journalistes à adapter leurs pratiques professionnelles. Pour la chercheuse, les médias opèrent des « cadrages » participant aux dynamiques de la controverse et à la portée sociale de l'expertise scientifique. Elle souligne notamment la manière dont ce jeu médiatique structure les représentations des légitimités d'une expertise scientifique prise en tension entre légitimité « médiatique » et légitimité « sociale ».

Dans le troisième article de ce dossier, c'est la publicisation des risques sanitaires attribués à la présence de substances chimiques dans l'environnement qui est analysée par Aymeric Lunau afin de souligner que la trajectoire d'un problème est liée à la dynamique des « controverses épistémiques » que sa définition suscite dans différentes arènes. Pour cela, l'auteur s'appuie sur deux controverses, celle concernant la reconnaissance de l'« hypersensibilité chimique multiple » et celle concernant l'interdiction du perchloroéthylène dans les commerces de pressings. A partir du premier dossier, il montre la manière dont l'irrésolution de la controverse rend difficile la construction d'une compréhension commune du problème, ce qui a pour effet l'invisibilisation et la dépolitisation de ce syndrome. A partir du second dossier, il indique que la décision d'interdiction résulte de l'émergence de victime et d'une reconfiguration des jeux d'acteur rendant caduc l'argument de « l'usage contrôlé » défendu par les représentant-es des pressings et le ministère de l'Écologie dans un premier temps. L'analyse des jeux d'acteurs au sein d'une controverse est également présente dans l'article de Philippe Chavot, Anne Masseran, Yeny Serrano et Jean Zoungrana, plus particulièrement les relations entre mondes industriel et scientifique dans le champ de la géothermie profonde alsacienne des années 2010. Les auteurs mettent en évidence le fait que ces relations sont marquées par des désaccords persistants où se croisent interprétations scientifiques et intérêts industriels, ceux-ci reflétant les divergences de vues sur la façon dont la science et les scientifiques doivent intervenir dans les projets de géothermie. Ces désaccords deviennent publics à la

suite de séismes affectant l'Eurométropole de Strasbourg en 2019 et 2020. Les auteurs observent que chaque partie s'engage alors dans une communication visant à renforcer sa propre légitimité et sa propre crédibilité, elle mène à l'opposition de deux logiques – acceptabilité sociale d'un côté et approche pédagogique de l'autre – mais avec la même finalité socio-politique : optimiser le développement de la géothermie profonde sur le territoire.

Pour conclure ce supplément, Cyrille Bodin analyse la « pensée critique » élaborée par le mouvement de la zététique dont les journalistes, experts et médiateurs scientifiques mobilisent les éléments de langage afin de proposer une analyse présentée comme « scientifique » des controverses sanitaires et environnementales. Il montre que cette « pensée critique » est pourtant profondément contradictoire : elle invisibilise les savoirs critiques produits par les SHS pour insérer sa propre mise en récit du monde social, justifiée « au nom de la science », sans pour autant en suivre les règles déontologiques. L'auteur souligne que cette naturalisation de l'énonciation scientifique participe à une dérégulation des normes de la véridiction scientifique et se révèle être un discours idéologique. Le discours zététicien se présente en effet sous la forme d'un récit performatif construisant une « réalité » sociale conforme à ses intérêts tout en se prétendant « neutre » et « descriptif » des phénomènes sociaux, participant ainsi au sein des controverses à une mise en récit des sciences tournée contre le mouvement écologiste.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Allard-Huver, François (2020), « Ce que les SIC font aux controverses environnementales, ce que les controverses environnementales font aux SIC », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, n°21.

Babou, Igor (2010), *Rationalité & nature. Une approche communicationnelle*, Université Paris-Diderot - Paris VII.

Babou, Igor ; Le Marec, Joëlle (2008), « Les pratiques de communication professionnelle dans les institutions scientifiques. Processus d'autonomisation », *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 2, p. 115-142.

Badouard, Romain ; Mabi, Clément (2015), « Le débat public à l'épreuve des controverses », *Hermès*, n°71, p. 145-151.

Bodin, Cyrille ; Chambru, Mikaël (dir.) (2019), « Fake-News ! Pouvoirs et conflits autour de l'énonciation publique du 'vrai' », n°53.

Bonnet, Jacques ; Bonnet, Rosette ; Raichvarg, Daniel (dir.) (2010), *Les savoirs communicants : entre histoire, usages et innovations*, Dijon, Presses universitaires de Dijon.

Carlino, Vincent (2018), « Temporalités de la controverse sur le nucléaire en Lorraine », *Questions de communication*, n°34, p. 155-172.

Chambru, Mikaël (2017), « Les temporalités des espaces publics oppositionnels : mouvements sociaux et enquête multi-située », in Domenget Jean-Claude ; Péliissier Nicolas ; Miège Bernard (dir.) *Temps et temporalités en information-communication : des concepts aux méthodes*, Paris : Société française des sciences de l'information et de la communication, p. 75-84.

Chambru, Mikaël (2018), « Débats publics et mouvements sociaux : les enjeux normatifs des débordements protestataires de la mouvance antinucléaire », in Villacèque Noémie (dir.) *A l'assemblée comme au théâtre. Pratiques délibératives des anciens, perceptions et résonances modernes*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, p. 293-305.

Chavot, Philippe ; Masseran, Anne (2010), « Engagement et citoyenneté scientifique : quels enjeux avec quels dispositifs ? », *Questions de communication*, vol. 10, p. 81-106.

Chavot, Philippe ; Masseran, Anne (2016), « Controverse publique (sociologie des sciences) », *Publicationnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*.

Debaz, Josquin (2017), « Entre science et société, les controverses comme enquêtes collectives », *Zilsel*, vol. 2, n°2, p. 149-166.

Gingras, Yves (dir.) (2014), *Controverses. Accords et désaccords en sciences humaines et sociales*, Paris : CNRS Éditions.

Pailliart, Isabelle (dir.) (2005), *La publicisation de la science : exposer, communiquer, débattre, publier, vulgariser*, Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.

Quet, Mathieu (2014), « Pour une approche communicationnelle des enjeux scientifiques et techniques », *Canadian Journal of Communication*, vol.39, p. 651-662.

Rasse, Paul (2001), « La médiation scientifique et technique entre vulgarisation et espace public », *Quaderni*, n°46, p. 73-93.

Rennes, Juliette (2016), « Les controverses politiques et leurs frontières », *Etudes de communication*, n°47, p. 21-48.

Walter, Jacques ; Douyère David ; Bouillon Jean-Luc ; Ollivier-Yaniv Caroline (dir.) (2019), *Dynamiques des recherches en sciences de l'information et de la communication*, Conférence permanente des directeurs.trices des unités de recherche en sciences de l'information et de la communication (CPDirSIC).

Vinck, Dominique (2007), *Sciences et société. Sociologie du travail scientifique*, Paris : Armand Colin.